

«On peut créer à Genève une convivialité urbaine, comme à Zurich et à Bâle»



PIERRE JENNI: «LA RESPONSABILISATION INDIVIDUELLE EST UNE RÉPONSE À LA FRAGILISATION DE LA SOCIÉTÉ GENEVOISE ET AU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ.»

© ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 20 AOÛT 2013

Il est plutôt rare que des citoyens dépourvus de toute expérience politique, n'ayant jamais siégé dans un législatif ou dans un exécutif, briguent un fauteil dans un gouvernement cantonal. En se présentant aux élections du Conseil d'État genevois, le 6 octobre prochain, Pierre Jenni est entré dans le petit cercle des téméraires qui défient l'ordre établi par les partis politiques. Entretien avec un «incorrigible enthousiaste».

PROPOS RECUEILLIS PAR
FABIO LO VERSO

Chauffeur de taxi depuis trente-six ans, dirigeant d'une entreprise de taxis, président de Taxi-Phone et de la Société coopérative de concessionnaires indépendants de taxis, Pierre Jenni s'est porté candidat, en indépendant, au gouvernement cantonal genevois. Âgé de 56 ans, père de deux filles, il n'a pas de télé, lit régulièrement les journaux, milite pour une «mobilité intelligente» où les vélos et les transports publics cohabitent harmonieusement avec les automobilistes, réclame la traversée de la rade et souhaite réintroduire les axes prioritaires qui devraient correspondre aux voies des trams.

Qu'est-ce qui vous a motivé à vous lancer dans la course au gouvernement?

Pierre Jenni: Par ma fonction de représentant des taxis genevois de service public, dans le cadre de la réforme — depuis six ans — de la loi sur les taxis, je suis en contact régulier avec deux conseillers d'État et occasionnellement avec deux autres, puisque le dossier des taxis est à cheval sur quatre départements. Je me suis rendu compte que je n'avais rien à envier à ces représentants de la population qui, à mon avis, sont peu préoccupés par les problèmes des gens ou ne savent pas comment les résoudre. Pour moi, c'est une question de cohérence. Au lieu de me plaindre et de critiquer ceux qui nous gouvernent, je me suis dit qu'il valait mieux tenter de prendre leur place.

Quels problèmes doivent être résolus prioritairement, et comment?

La mobilité est un dossier crucial. Je propose ma candidature notamment pour prendre la tête du département de la mobilité. À Genève, il est possible de fluidifier le trafic automobile,

en renforçant les transports publics, avec des sites propres pour les trams et les bus, sans brimer la circulation individuelle motorisée.

Le jour où l'on réalisera la traversée de la rade, ce sera le bonheur pour tout le monde. On pourra construire des sites dédiés à la mobilité douce, et créer de la convivialité urbaine comme à Zurich, mais surtout à Bâle, où il fait bon de se déplacer à vélo, et où les taxis sont intégrés dans la politique de la mobilité.

Pour y parvenir, à Genève, la traversée de la rade est un besoin incontournable, et surtout urgent. Le rapport *Mobilité 2030* du canton de Genève prévoit une augmentation de 30% de la mobilité individuelle. 2030, c'est demain! Si elle est acceptée, la traversée autoroutière du lac ne verra en tout cas pas le jour avant 2050... Il est facile de prédire un chaos. Et tout cela est à mettre sur le compte de l'inertie de celles et ceux qui nous gouvernent.

Vous vous proclamez indépendant, mais vous affirmez votre préférence pour les projets de l'UDC, tant dans le cadre de la nouvelle loi sur les taxis que de la traversée de la rade. Êtes-vous un pro-UDC sans le dire?

Si je respecte le conservatisme de l'UDC, j'ai une tendance plutôt libérale, je suis un fan de l'évolution technologique et des avancées sociales pour la liberté et les droits des citoyens. Dans ce monde qui est devenu un village, le repli sur soi de l'UDC est anachronique. Mais je suis un pragmatique, et certains projets de l'UDC sont bons.

Êtes-vous un indépendant de droite?

Je suis un libéral de la vieille école, qui pense que l'État a un rôle à jouer et doit mettre des

garde-fous. J'abhorre le capitalisme financier qui engraisse des actionnaires préoccupés par le seul rendement et sans intérêt pour le sort des entreprises et de leurs collaborateurs. Je suis ravi qu'il y ait une gauche qui parvienne parfois à freiner l'avidité de certains. Si on laisse faire, une moitié de la population dévorerait l'autre moitié.

Mais je n'adhère pas à toutes les thèses de la gauche, surtout quand elle prône la solidarité, une valeur qu'on ne peut pas imposer. La solidarité doit venir spontanément par le bas, de l'intérieur, non de l'extérieur. Je reste ancré sur les positions libérales qui se fondent essentiellement sur la responsabilité individuelle, sans oublier pour autant ceux qui ont besoin d'aide. On mesure la valeur d'une société à sa capacité à s'occuper des plus démunis.

Militez-vous pour une réduction de la taille de l'État?

Pas pour une réduction, mais pour une réorganisation et une flexibilisation des tâches. Dans cet objectif, l'unification et la simplification de l'informatique à l'État sont la clé de voûte. Mais là aussi, Genève a besoin d'être reprise en mains. Regardez la gabegie dans la restructuration du système informatique des impôts. On a engagé une société française de Paris. Après trois ans de boulot et six millions de francs cramés, cela ne marche toujours pas. L'État a dû réinjecter six millions supplémentaires pour que le projet ait une chance de réussite. Cela se passe de commentaire.

Il faut ensuite flexibiliser les services, de façon à pouvoir prendre du personnel dans un service surnuméraire pour le transférer dans les services qui connaissent un regain d'activités. Cette souplesse, qui est nécessaire pour un meilleur fonctionnement de l'État, n'existe pas à Genève. Un comble pour un canton aussi moderne et novateur.

Profitez-vous de votre métier de chauffeur de taxi pour parler de politique avec les Genevois?

Pourquoi se gêner! Je suis un grand bavard, je suis curieux et j'ai des idées sur tout. Je me considère comme un enthousiaste incorrigible, et je sais faire parler les clients. C'est encore mieux que d'avoir le rôle d'un curé dans un confessionnal, car les gens sont persuadés qu'ils ne me reverront pas de sitôt, alors ils se lâchent! Depuis que je suis candidat, je dévoile d'emblée mon objectif à ceux qui montent dans mon taxi et qui ont envie de discuter: je veux prendre la place de Michèle Künzler à la direction du département cantonal de la mobilité. Sauf que la moitié des clients ne la connaissent pas, et l'autre moitié fait semblant de la connaître. Mais au fil de la discussion, ils finissent par comprendre de qui et de quoi on parle. La politique n'est pas un sujet populaire. Peu de gens sont au fait de ses rouages.

En quelques mots, livrez une bio express de Genève, de ses qualités et ses défauts.

Genève, c'est le bonheur. Une ville ouverte, cosmopolite, avec une richesse culturelle incomparable, une réalité à chérir, sur laquelle l'État doit investir, non couper des fonds!

Mais Genève est aussi l'une des villes où la fragilisation de la société est le plus accentuée. Les statistiques prouvent que la criminalité a baissé ces vingt-cinq dernières années, mais le sentiment d'insécurité a augmenté. La responsabilisation individuelle est une réponse à cette fragilisation. Enfin, Genève ne peut pas à la fois se profiler comme la capitale de la paix et de la promotion des droits humains et accueillir à bras ouverts des multinationales qui violent impunément ces droits.